

(Projet de charte pour le collectif)

La victoire du « non » au référendum constitue indéniablement un tournant dans la situation sociale et politique en France et en Europe. Malgré la pression et le chantage savamment organisés par les médias, ce sont les travailleurs et les classes populaires qui ont été la force déterminante dans ce référendum. De fait, l'analyse du vote fait apparaître un clivage de classe très net : ont voté « non » 81 % des ouvriers, 79 % des chômeurs, 60 % des employés, 60 % des salariés en général, 64 % des salariés du public, 71 % des intérimaires, 69 % des CDD, 58 % des CDI. 70 % des paysans ont eux aussi voté « non ». Du point de vue des revenus, le vote « non » a été l'expression de 66 % des personnes dont le revenu est inférieur à 1 500 euros et de 55 % des personnes dont le revenu se situe entre 1 500 et 3 000 euros ; en revanche, 60 % des personnes bénéficiant d'un revenu de 3 000-4 500 euros et 74 % des revenus supérieurs à 4500 euros ont voté « oui ».

Cette victoire du « non » a été celle de toutes les forces qui, à gauche, dans les partis, les syndicats, les associations et les centaines de collectifs qui se sont constitués et structurés à cette occasion, ont su réaliser l'unité pour effectuer un travail militant en commun. Ces forces, qui ont mené une campagne argumentée et résolue pour le « non » de gauche et d'extrême gauche, se sont retrouvées au soir du 29 mai représentatives de la majorité de la population. Certes, il s'agit d'une majorité relative, puisque le « non » a été aussi en partie de droite et d'extrême droite. Mais elle représente en tout cas la majorité absolue des travailleurs salariés. Cette force et cette unité doivent se prolonger, sur la base de revendications et d'actions claires.

Aujourd'hui, notre collectif entend participer au débat : comment faire pour que, maintenant, la victoire purement électorale du 29 mai se transforme en une réelle victoire sociale et politique ? Comment rassembler les forces qui ont assuré le succès du « non » de gauche et d'extrême gauche, pour faire cesser les attaques du patronat et mettre fin au pouvoir de Chirac et de son gouvernement, largement minoritaires dans le pays et par là même illégitimes ?

En effet, le gouvernement Chirac-Raffarin avait déjà été combattu par la grève et les manifestations massives, soulevant contre lui des millions de grévistes et de manifestants en mai-juin 2003, les 5 février, 10 mars et 16 mai 2005 ; il avait de surcroît déjà été sanctionné électoralement aux élections régionales de 2004. Le sens du vote du 29 mai représente indissociablement le rejet d'un projet de « Constitution » perçu à juste titre comme une arme juridique et politique pour briser les acquis sociaux et les services publics, et le rejet de Chirac, de son gouvernement, de son Assemblée. Ils ne représentent plus qu'une faible minorité de la population ; ils doivent partir !

Or, malgré cette flagrante illégitimité, ils poursuivent leur politique d'attaques tous azimuts contre les acquis sociaux et contre la volonté du peuple.

• *Au niveau européen*

L'un des premiers effets de la victoire du « non » au référendum a été l'échec du sommet européen de Bruxelles ouvert le 16 juin. On a en effet assisté à une résurgence des antagonismes nationaux, notamment à l'occasion de la discussion sur le budget de l'UE pour la période 2007-2013. Bien sûr, de telles discussions budgétaires sont toujours tendues ; mais cette tension a été amplifiée par la situation politique générale.

Cependant, dès le lendemain du référendum, Chirac a réaffirmé que « la France » n'avait nullement l'intention de renoncer à ses « responsabilités », c'est-à-dire à sa politique de destruction des conquêtes sociales et de baisse acharnée du « coût du travail ». De fait, les traités antérieurs continuent de s'appliquer, alors que, intégrés dans le projet de « Constitution » européenne, ils ont formellement été rejetés en même temps que lui.

Or, la victoire du « non » ouvrier et populaire en France et aux Pays-Bas exprime le rejet grandissant de l'Union européenne et des gouvernements nationaux dans un nombre croissant de pays : elle prend place après la défaite de Berlusconi aux municipales italiennes, le net recul de Blair aux dernières législatives britanniques et l'effondrement du SPD en Rhénanie du Nord-Westphalie (région industrielle et bastion de ce parti) le 22 mai, ce qui est un effet différé de la mobilisation contre le plan Hartz et la politique de Schröder l'an passé... Cela prouve que, s'il n'y a pas à ce jour de peuple européen, faute d'un véritable État européen, il y a néanmoins une forte interdépendance entre les évolutions sociales et politiques que connaissent les différents pays de l'Union européenne. Dans cette situation, la victoire du « oui » dans le riche, mais très petit « Grand-Duché » du Luxembourg (malgré, là encore, un fort « non » ouvrier), ne pèse évidemment pas lourd et ne saurait suffire à redonner de l'élan à la « construction européenne » capitaliste...

Au-delà du seul projet de traité constitutionnel, les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, la monnaie unique et les directives européennes sont indispensables à la classe sociale au pouvoir pour l'aider à mener de brutales attaques contre les acquis sociaux et les services publics.

Dès lors, notre collectif rejette cette construction européenne-là, ses institutions et ses instances. Il ne demande pas leur « remise à plat » ou leur adaptation, il ne propose pas d'y injecter un peu de « social » et d'en retrancher un peu de « libéral », mais revendique l'abrogation de tous les traités européens et de toutes les directives qui sont autant de contre-réformes détruisant une à une les conquêtes sociales. C'est au prix de la rupture avec cette Europe capitaliste qu'une Europe des travailleurs et des peuples pourra voir le jour.

• *Au niveau national*

Le « nouveau » gouvernement de Chirac, presque identique à ceux dirigés par Raffarin, constitue une véritable provocation contre la volonté évidente de la majorité. Il poursuit tout d'abord les contre-réformes précédentes, telles que la réforme Douste-Blazy de la Sécurité sociale entrée en vigueur le 1^{er} juillet et la loi Fillon contre l'école appliquée dès la rentrée, ainsi que les processus de privatisation entamés par le gouvernement de Lionel Jospin et son ministre de l'Économie Laurent Fabius (GDF, autoroutes...). Tandis que Sarkozy impulse une nouvelle intensification de la chasse aux « sans-papiers », les ordonnances Villepin amorcent le « détricotage » du Code du travail exigé par la nouvelle patronne du MEDEF, Laurence Parisot. On le voit avec, entre autres,

- le « contrat nouvelle embauche » impliquant la possibilité pour l'employeur de licencier un salarié sans motif et à tout moment ;
- le « titre unique de paiement » permettant aux employeurs de « rémunérer » des tâches ponctuelles sans embaucher ;
- les « pactes Junior » qui n'offrent aux jeunes que des emplois précaires, rémunérés entre 55 et 70 % du SMIC, alors que ce même gouvernement supprime parallèlement des milliers de postes de fonctionnaires.

Notre collectif entend fermement prendre sa place dans la lutte contre cette politique destructrice, et s'engage à la combattre avec des revendications claires :

- l'abrogation des ordonnances Villepin
- l'abrogation des contre-réformes sur les retraites, la Sécurité sociale, l'école
- la renationalisation des entreprises privatisées
- la préservation de tous les services publics
- l'abrogation du décret du 21 juillet 2005 et du PARE qui organisent la radiation des chômeurs des listes de l'ANPE s'ils n'acceptent pas n'importe quel emploi
- l'augmentation générale de tous les bas et moyens salaires
- la diminution du temps de travail sans annualisation ni flexibilité
- la régularisation de tous les « sans-papiers »
- le retrait des troupes françaises des pays où elles interviennent (en Afrique, en Afghanistan...).

Comment obtenir satisfaction sur ces revendications ? Il est certain qu'elles ne pourront être réalisées sans une réelle et puissante mobilisation, dans la rue et dans les entreprises, par la manifestation et par la grève. Est-ce irréaliste ? Est-ce « appuyer sur un bouton », comme on l'entend parfois ? C'est en tout cas tout aussi réaliste, et réellement plus efficace, que ce qu'ont proposé jusqu'à présent les directions des confédérations syndicales ouvrières, qui se sont contentées d'« appuyer » de temps en temps « sur un bouton »... mais seulement pour une « journée d'action » de-ci de-là, journées dispersées, sans lendemain et sans perspective : rien que cette année, ce fut le cas les 20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai, 9 juin. C'est cette tactique-là qui revêt un caractère profondément démobilisateur et qui, pour le coup, se révèle irréaliste si elle espère gagner sur les revendications avancées. La responsabilité de ces organisations aujourd'hui, c'est de réaliser l'unité pour mettre à l'ordre du jour et préparer une grève qui, pour l'emporter sur le gouvernement, ne pourra être que générale. Il nous semble nécessaire que tous les collectifs se réunissent, discutent, organisent des réunions publiques pour aider à sa mise en œuvre.

Tous ceux qui, à gauche, ont voté « non » étaient en droit d'attendre de la part des syndicats ouvriers et des forces qui s'étaient battues pour la victoire du « non », qu'ils n'en restent pas à cette victoire purement électorale, mais qu'ils passent à l'offensive pour en finir avec Chirac, son Assemblée et toute la politique de régression sociale subie depuis des années. Ils étaient en droit d'attendre que ces organisations profitent de cette situation pour affronter un pouvoir extrêmement fragilisé par sa défaite cinglante. Or, jusqu'à présent, elles ont laissé le gouvernement Villepin passer en force, sans même le combattre. Mais il est encore temps !

Quelle place notre collectif peut-il prendre dans cette bataille ?

- *Sans attendre*, il se prononce pour l'unité de toutes les organisations qui ont condamné les ordonnances Villepin. Il interpelle les forces syndicales, politiques, associatives, pour qu'elles se mobilisent ensemble sur la base des revendications précédemment énumérées.
- En particulier, il se propose d'appeler les directions syndicales à rompre avec leur attentisme et avec leurs journées d'action dispersées et sans lendemain. Il leur demande de lancer le mot d'ordre d'une grève tous ensemble, dans tous les secteurs.

- Il demande aussi à toutes les forces qui se sont mobilisées pour la victoire du « non » d'organiser une vaste manifestation unitaire, pour faire échec aux ordonnances Villepin.

Notre collectif estime que c'est là la tâche centrale et urgente aujourd'hui et que cela doit constituer son premier objectif.

Une victoire sur la base de ces revendications mettrait immédiatement à l'ordre du jour la possibilité d'en finir avec Chirac, son gouvernement et son Assemblée. C'est pourquoi, notre collectif appelle toutes les forces qui ont réalisé la victoire du « non » à se rassembler pour constituer un programme de combat et d'alternative politique, clairement anti-capitaliste, un programme de rupture avec les politiques de régression sociale menées dans ce pays par les gouvernements successifs et avec l'Union européenne capitaliste.

Pour défendre cette orientation, notre collectif décide d'adopter un mode de fonctionnement démocratique, sur la base du vote de textes — le vote étant l'expression, par essence, de la démocratie —, et par l'élection de délégués mandatés pour toute initiative à l'échelon local ou national.